



**KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général**

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27

Télécopie : + 221 33 822 17 02

NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2011**

GROUPE I

**AUTORITE CONTRACTANTE :
Ministère de l'Education Nationale
(MEN)**

**RAPPORT DEFINITIF DU
CONTROLE D'EXECUTION
PHYSIQUE**

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics

Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber

BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 25 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP-DSDS-AAB-2013-04-747



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	4
1.1 Avant-propos	4
1.2 Contenu du rapport	4
2. RAPPELS	5
2.1 Rappel des termes de références de la mission	5
2.1.1 Contexte de la mission	5
2.1.2 Objectifs de la mission	6
2.1.2.1 Objectif principal	6
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	6
2.1.3 Périmètre de la mission	7
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	8
2.2.1 Approche contradictoire	8
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	9
2.3 Description des travaux d'audit	10
2.3.1 Audit de la passation des marchés	10
2.3.1.1 Revue des textes	10
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	10
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	10
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	11
2.3.3 Audit technique	12
2.3.3.1 Contrôles effectués	12
2.3.3.2 Diligences d'audit et déroulement des contrôles	12
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	14
2.4.1 Echantillon général	14
2.4.2 Echantillon pour l'audit technique	14
3. RESULTATS DU CONTROLE PHYSIQUE	15
3.1 Travaux pour la construction de salles de classe, Blocs administratifs, Blocs d'hygiène, Murs de clôture et points d'eau	15
3.1.1 Rappel relatif aux travaux de construction contrôlés	15
3.1.2 Principaux constats	16
3.1.3 Commentaires de l'Autorité Contractante :	17
3.1.4 Matérialité des dépenses effectuées	19
3.1.1 Etats des ouvrages	20
3.1.2 Conformité par rapport aux normes techniques	22
3.1.3 Justification technique et financière des avenants	24
3.1.1 Conformité physique avec le PV de réception provisoire	24
3.1.2 Qualité, véracité et sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques	24
3.1.3 Prix unitaires pratiqués par rapport à ceux du marché	24
4. ANNEXES	25
4.1 Périodes de contrôle	25
4.2 Contacts	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BA	Béton armé
BC	Bordereau de Commande / Bureau de contrôle
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DCS	Direction de la Construction
GO	Gros Œuvres
MEN	Ministère de l'Education Nationale
ML	Mètre Linéaire
MO	Maître d'Ouvrage
MOE	Maître d'Œuvre
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Projet Verbal
SA	Simple Allumage (interrupteur)
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
VV	Va et Vient (interrupteur)

1. PREAMBULE

1.1 Avant-propos

Ce rapport est produit dans le cadre de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes au titre de la gestion 2011 – Groupe I et vient compléter le rapport général élaboré pour le Ministère de l'Education Nationale (MEN).

Les contrôles physiques ont été exécutés par notre cabinet qui s'est adjoint l'expertise d'un expert en génie civil sélectionné sur la base de nos procédures qualité et dont l'indépendance a été soigneusement examinée.

1.2 Contenu du rapport

Le présent rapport aborde exclusivement le contrôle physique des travaux de construction (génie civil) objet de l'échantillon retenu pour le Ministère de l'Education Nationale (MEN).

En amont des résultats des contrôles pour chaque marché contrôlé, un rappel des termes de références et de la méthodologie d'audit est effectué.

2. RAPPELS

2.1 Rappel des termes de références de la mission

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons à cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapports d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous :

2.3.1.1 Revue des textes




Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.

-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu du Ministère avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;

- ✚ contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
- ✚ sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
- ✚ contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- ✚ la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
- ✚ au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
- ✚ au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
- ✚ au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- ✚ au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- ✚ au respect des délais de préparation des offres ;
- ✚ au respect des délais de passation des marchés ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- ✚ à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- ✚ au contenu des lettres de notification ;
- ✚ à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- ✚ à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- ✚ au respect des délais d'exécution des marchés ;
- ✚ à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés














Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

- ✚ le respect de l'application des clauses de pénalités ;
- ✚ le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
- ✚ le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
- ✚ la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
- ✚ la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- ✚ les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

2.3.3.1 Contrôles effectués





Nous avons procédé aux contrôles suivants :

-  Matérialité des dépenses effectuées ;
-  Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
-  Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
-  Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés
-  Vérification du recours à la garantie décennale des ouvrages le cas échéant avant de signer un avenant
-  Pour les marchés de travaux :
-  Conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
-  Qualité, véracité et sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
-  Etat de fonctionnement des ouvrages ;
-  Prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
-  Cohérence des quantités ;
-  Mise à jour des malfaçons ;
-  Dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;

2.3.3.2 Diligences d'audit et déroulement des contrôles

Au cours de tous les contrôles notre équipe a été guidée / accompagnées sur les sites par le personnel désigné par l'Autorité Contractante.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

-  Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
-  Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
-  Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et les normes techniques ;
-  Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- ✚ La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- ✚ La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- ✚ L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- ✚ Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- ✚ La cohérence des quantités ;
- ✚ La mise à jour des malfaçons ;
- ✚ Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- ✚ Etc.

Les périodes de contrôles et les contacts de l'AC sont mentionnés en annexe 4 du présent rapport.

Les résultats de l'audit technique figureront en partie 3 du présent rapport.

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1 Echantillon général

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2011 par le Ministère de l'Education Nationale.

2.4.2 Echantillon pour l'audit technique

L'échantillon des marchés ayant fait l'objet d'un contrôle d'exécution physique se compose comme suit :

N°	Marche	Objet				Entreprises	Début travaux	Réception provisoire
		SDC	B.A	B.H	CL			
1	T1291/11 : Zac Mbao	3	1	1	1	SSCTP	1/7/12	Non réceptionné
2	T1291/11 : Mbaba Guissé	3	1	1	1	SSCTP	1/7/12	Réceptionné
3	T1290/11 : Thiaroye M.B	2	0	0	0	KFE	29/02/12	Réceptionné
4	T1290/11 : Mbaba Guissé	3	0	0	0	KFE	1/12/11	Non réceptionné
5	T1289/11 : Seydina Laye A	3	0	0	0	ASTAF	2/12/11	Non réceptionné
6	T1289/11 : Seydina Laye B	3	0	0	0	ASTAF	2/12/11	Non réceptionné
7	T1289/11 : Thiaroye M.A	2	0	0	0	ASTAF	20/03/12	Non réceptionné

3. RESULTATS DU CONTROLE PHYSIQUE

3.1 Travaux pour la construction de salles de classe, Blocs administratifs, Blocs d'hygiène, Murs de clôture et points d'eau

3.1.1 Rappel relatif aux travaux de construction contrôlés









N°	Marche	Objet				Entreprises	Début travaux	Réception provisoire
		SDC	B.A	B.H	CL			
1	T1291/11 : Zac Mbao	3	1	1	1	SSCTP	1/7/12	Non réceptionné
2	T1291/11 : Mbaba Guissé	3	1	1	1	SSCTP	1/7/12	Réceptionné
3	T1290/11 : Thiaroye M.B	2	0	0	0	KFE	29/02/12	Réceptionné
4	T1290/11 : Mbaba Guissé	3	0	0	0	KFE	1/12/11	Non réceptionné
5	T1289/11 : Seydina Laye A	3	0	0	0	ASTAF	2/12/11	Non réceptionné
6	T1289/11 : Seydina Laye B	3	0	0	0	ASTAF	2/12/11	Non réceptionné
7	T1289/11 : Thiaroye M.A	2	0	0	0	ASTAF	20/03/12	Non réceptionné

Il s'agit dans le cadre du Fastrack, de la construction de salles de classe, de blocs administratifs, de blocs d'hygiène et de clôtures à Dakar. Les travaux ont été répartis en 3lots :








- Lot 1 : Entreprise ASTAF pur un montant total de 206 176 108 CFA HTVA
- Lot 2 : Entreprise KFE pour un montant total de 247 547 755 CFA HTVA
- Lot 3 : Entreprise SSCTP pour un montant de 228 346 590 CFA HTVA

La supervision technique est assurée par le maître d'œuvre Interconstrut.

3.1.2 Principaux constats

-  **Constat 1:** Le délai d'exécution contractuel est de 180 jours. Les travaux ont démarré, pour les plus tardifs, en juillet 2012. A ce jour, pour la quasi-totalité des chantiers, la réception provisoire n'a pas été prononcée. Le retard sur les délais contractuels est, au moins, de 3 mois et va parfois même jusqu'à 9 mois (Mbaba Guissé par exemple) ;
-  **Constat 2:** Les travaux ont été exécutés suivant des plans prototypes, fournis à l'appel d'offre, approuvé par un bureau de contrôle agréé ;
-  **Constat 3:** Le coût moyen au m2 construit est de 50 000 F CFA, ce qui est en dessous de la moyenne pour ce genre d'ouvrage ;
-  **Constat 4:** Le suivi technique et supervision des travaux est assuré par un maître d'œuvre, sélectionné après appel d'offre ;
-  **Constat 5:** Les pénalités de retard ne sont pas appliquées ;
-  **Constat 6:** Il n'y a pas d'avenant ;
-  **Constat 7:** La qualité des travaux, en général, est moyenne. Les principales malfaçons sont notées de façon récurrente au niveau du dallage et de la chape qui connaît une détérioration prématurée dans la plupart des sites visités. Pour le site de Seydina Issa Laye (à côté de la mer, les menuiseries métalliques sont largement attaquées par la rouille) ;
-  **Constat 8:** Sur l'échantillon des 07 écoles visitées (soit au total 19 salles de classes, 2 blocs administratifs, 2 blocs d'hygiène et 2 clôtures) et en cour de réception une moins value de **699 300 f CFA** est notée par rapport au devis de base.

3.1.3 Commentaires de l'Autorité Contractante :

-  **Constat 1:** « Le retard dans l'exécution des travaux est dû pour la plupart à l'hivernage, période pendant laquelle beaucoup de sites ont recueilli des eaux entraînant un arrêt des travaux allant jusqu'à trois mois. Un arrêt des travaux devait être autorisé pendant cette période. Pour les travaux démarrés en juillet 2012, les marchés ont été approuvés avec beaucoup de retard au niveau de la DCMP. La réception provisoire n'a pas encore été prononcée pour KFE car les réserves formulées lors de la pré-réception ne sont pas entièrement satisfaites ; c'est le cas de Mbaba Guissé. Pour SSCTP, la demande de réception provisoire est faite et les mesures nécessaires seront prises pour que toutes les réserves formulées lors de la pré-réception soient corrigées avant de prononcer la réception provisoire. Pour ASTAF, les travaux ne sont pas encore terminés. Il faut noter que les 6 salles de classe qui lui restent ont été délocalisées à deux reprises suite au refus des populations de l'unité 3 des parcelles assainies à la réalisation du projet dans l'école élémentaire sous prétexte que l'enceinte de l'école est le seul espace qui reste dans le quartier où les jeunes peuvent faire du sport. Les ouvrages ont finalement été délocalisés à l'unité 14 après plusieurs tentatives et les travaux n'ont démarré qu'au mois de février ».
-  **Constat 2:** « Tous les plans sont validés par le cabinet de contrôle ALPAGES et les travaux sont exécutés suivant ces plans ».
-  **Constat 3:** « Ce coût moyen est obtenu à partir des offres des entreprises attributaires conformes aux critères du DAO et classées moins disant suite à un AO ».
-  **Constat 4:** « Le suivi technique des travaux est assuré par un bureau de suivi dans chaque région, appuyé par les CTR de la DCS et le niveau central à travers des missions périodiques de terrain. Les bureaux de suivi sont sélectionnés suite à une sollicitation de manifestation d'intérêt et une demande de propositions. Pour la région de Dakar, le cabinet INTERCONSTRUCT a été sélectionné à la fin de la procédure de la SMI et assure le suivi permanent des travaux. Des rapports mensuels sont déposés et des visites de chantiers sont effectuées régulièrement par la DCS pour coordonner toutes les activités ».
-  **Constat 5:** « Nous avons tenu compte des retards causés par l'hivernage et nous apprécierons les plannings d'exécution actualisés pour voir si oui ou non des pénalités seront appliquées ».
-  **Constat 6:** « Nous prenons acte et sommes entrain de préparer les avenants qui sont sans incidence financière directe ».
-  **Constat 7:** « Toutes les malfaçons notées sur les chapes seront corrigées avant de prononcer les réceptions provisoire et définitive. Dans les écoles Seydina Issa Laye A et B, la rouille sur les menuiseries métalliques est due à la brise de mer. Le prototype ne prévoit pas des portes et fenêtres en bois ; il est demandé aux entreprises d'appliquer systématiquement deux à trois couches d'antirouille avant la peinture à l'huile. Nous veillerons au respect des ces recommandations avant la réception provisoire. Cependant, dans les zones proches de la mer, il est plus judicieux de remplacer la menuiserie métallique par du bois pour éviter la rouille.

Toutefois, les cautions de retenue de garantie de 5% du montant de chaque marché sont détenues par la DCS et ne seront libérées qu'après satisfaction des toutes les réserves ».

Constat 8: *« Pour la moins value, elle sera restituée après correction des réserves avant la réception provisoire ou définitive. Il s'agit de quelques appareils qui ne sont pas encore posés ».*

3.1.4 Matérialité des dépenses effectuées

N°	Désignation	ASTAF			KFE		SSCTP		Total différence	P .U	Total
		Thiaro ye M.A	Seydina Laye A	Seydina Laye B	Mbaba Guissé	Thiaroye M.B	Zac Mbao	Mbaba Guissé			
40	Inter SA et		-2	-1	-3	-3	-3	-4	-16	1700	27200
26b	Barre d'appui						-2	-2	-4	20000	80000
27	Rocc réseau el.	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-7	17000	119000
30b	Inter SA et						-4		-4	1700	6800
31	Hublot et						-3	-3	-6	6000	36000
40b	Lave main						-2		-2	35000	70000
41b	Tuyau vent.						-1		-1	15000	15000
26	Grilles aération			-40					-40	2500	100000
28	Mise à la terre		-1	-1	-1			-1	-4	15000	60000
43	Réglette étanche				-3	-3			-6	6500	39000
30	Solin d'étanche				-77				-77	1900	146300
	Total										699 300

3.1.1 Etats des ouvrages

N°	Désignation	ASTAF			SSCTP		KFE	
		Thiaroye M.A	Seydina Laye A	Seydina Laye B	Zac Mbao	Mbaba Guissé	Thiaroye M.B	Mbaba Guissé
I	Gros-œuvres -dallage et chape	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Assez bien	Moyen	Faible
II	Charpente- couverture -solin d'étanchéité casquette	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
III	menuiserie	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte
IV	Electricité -fixation des appareils	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
V	peinture	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen



Légende : Toilettes

Date de prise de vue : Le 13/04/2013

Crédit photo : KPMG Sénégal

Portes des toilettes ne ferment pas
Finition pas soignée



Légende : Salle de classe (véranda)

Date de prise de vue : Le 13/04/2013

Crédit photo : KPMG Sénégal

Dallage mal fait

3.1.2 Conformité par rapport aux normes techniques

N°	Désignation	ASTAF			SSCTP		KFE	
		Thiaroye M.A	Seydina Laye A	Seydina Laye B	Zac Mbao	Mbaba Guissé	Thiaroye M.B	Mbaba Guissé
I	Gros-œuvres	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Moyen
	-dallage et chape	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	correcte	Insuffisant	Très insuffisant
II	Charpente-couverture	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne
	-solin d'étanchéité casquette	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant
III	Menuiserie	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte
IV	Electricité	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte
	-Fixation des appareils	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant	Insuffisant
V	peinture	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte	Correcte



Légende : Véranda

Date de prise de vue : Le 13/04/2013

Crédit photo : KPMG Sénégal

Dallage mal fait



Légende : Salle de classe

Date de prise de vue : Le 13/04/2013

Crédit photo : KPMG Sénégal

Finition pas soignée

3.1.3 Justification technique et financière des avenants

Il n'y a pas d'avenant pour ce marché.

3.1.1 Conformité physique avec le PV de réception provisoire

Sans objet : les réceptions provisoires ne sont pas encore prononcées (chantiers en phase de pré réception)

3.1.2 Qualité, véracité et sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques

N°	Document de contrôle	Nature de contrôle	Disponibilité	Observations
1	Marché	Délais, coûts, prescriptions techniques	Oui	Appel d'offre ouvert
2	Devis estimatif et quantitatif	Désignation des prestations et quantité	Oui	
3	Plans d'exécution	dimensionnement	Oui	Plans prototypes fournis à l'appel d'offres
4	Approbation bureau de contrôle et essai de laboratoire	Conformité avec les normes, tests de résistance	Oui	Approbation plans par bureau de contrôle agréé

3.1.3 Prix unitaires pratiqués par rapport à ceux du marché

Le coût moyen au m2 construit est de 50 000 FCFA. Ce qui est relativement bas.

4. ANNEXES

4.1 Périodes de contrôle

N°	Marche	Objet				Période de contrôle
		SDC	B.A	B.H	CL	
1	T1291/11 : Zac Mbao	3	1	1	1	Du 13/04/2013 au 13/04/2013
2	T1291/11 : Mbaba Guissé	3	1	1	1	
3	T1290/11 : Thiaroye M.B	2	0	0	0	
4	T1290/11 : Mbaba Guissé	3	0	0	0	
5	T1289/11 : Seydina Laye A	3	0	0	0	
6	T1289/11 : Seydina Laye B	3	0	0	0	
7	T1289/11 : Thiaroye M.A	2	0	0	0	

4.2 Contacts

- Personnes rencontrées :
 - Mr Alé THIAM : coordonnateur des programmes Fastrack DCS
 - Mr Moctar Fall : Directeur Interconstruct (Maître d'œuvre)
 - Mr Alé MBAYE : superviseur Interconstruct